

Avec la guerre au Proche-Orient, Twitter a sombré dans la désinformation

Depuis l'attaque du Hamas sur le sol israélien, chaque jour donne lieu à un déluge de fake news sur X, nouveau nom de Twitter, noyant les internautes dans les manipulations. Elon Musk, qui célèbre son premier anniversaire à la tête de la plateforme, en porte la responsabilité.

Yunnes Abzouz - 27 octobre 2023 à 13h22

Samedi 21 octobre, un compte anonyme publie sur X (ex-Twitter) un montage d'une minute trente, sous-titré dans un français parfait, reprenant à l'identique les codes graphiques du *Figaro* et signé par un journaliste du quotidien généraliste. Cette vidéo allègue que l'équipe des Observateurs de France 24, spécialisée dans la vérification d'images, s'est penchée sur des clichés d'Israéliens brûlés, avancés comme preuves des crimes commis par le Hamas. Il ressortirait de leur analyse que ces images ont été détournées par le gouvernement israélien et correspondent en fait aux clichés de victimes d'incendies meurtriers en 2016.

Cette vidéo, stupéfiante de réalisme, n'a en réalité jamais été produite par *Le Figaro* et associe subtilement d'authentiques déclarations à de fausses informations. Derrière le compte à l'origine de ce fake, un « bot », autrement dit un robot programmé par un humain qui tweete de manière automatisée. Si le robot n'est pas très populaire sur le réseau social, sa vidéo, retweetée un millier de fois, le plus souvent encore par des bots pour amplifier sa visibilité, a été reprise par d'authentiques utilisateurs et utilisatrices de la plateforme, probablement trompés, et comptant parfois plusieurs dizaines de milliers d'abonnés.

La vidéo a finalement été supprimée deux jours plus tard par les équipes de modération de X, du moins ce qu'il en reste, et le compte du bot a également été suspendu. Mais le mal était fait. En quarante-huit heures, l'information mensongère a eu le temps de se répandre et d'ajouter à l'extrême confusion qui règne sur le réseau social depuis l'incursion meurtrière du Hamas en Israël. La vidéo reprend également la théorie relayée par les réseaux prorusses, arguant que les Ukrainiens ont vendu au Hamas des armes livrées par les pays occidentaux pour soutenir l'effort de guerre ukrainien.

Le badge bleu, principal vecteur d'intox

La reprise en main de X par [Elon Musk](#), il y a exactement un an, a transformé le réseau social en océan de désinformation et noyé ses utilisateurs et utilisatrices dans les fausses images, vidéos décontextualisées et autres contenus manipulés. Comme acte fondateur de son nouveau Twitter, le milliardaire libertarien licencierait 80 % des salarié-es de la plateforme, dont une part significative à la modération.

Sans restriction ou presque, les trolls de tous bords, dont ceux d'extrême droite, bannis de la plateforme et que Musk a en partie réintégré, déversent depuis lors des tombereaux de haine et les contenus explicites et violents circulent sans limites, à la vue des mineur-es notamment.

Depuis l'attaque du Hamas et la [guerre des récits](#) qui s'est ensuivie, chaque jour donne lieu à un déluge de fake news en tous genres, qui se diffusent à une allure jamais observée et particulièrement préoccupante selon les expert-es. Maintenant que la certification est à la portée de tous, n'importe quelle information peut devenir virale, sans égard pour sa véracité ou la fiabilité de sa source, tant que le compte qui l'a publiée s'acquitte de 8 dollars par mois, le prix pour avoir droit à un badge bleu.

De fait, sur X, les personnes en quête d'informations sur la guerre au [Proche-Orient](#) sont surtout exposées aux publications des comptes certifiés, mises en avant par l'algorithme, plutôt qu'à des informations vérifiées. Au cours des dernières semaines, elles ont pêle-mêle été confrontées à des images produites par [intelligence artificielle](#) censées montrer un camp de réfugié-es israélien-nes en Palestine, [de faux clichés](#) du footballeur Cristiano Ronaldo brandissant un drapeau palestinien, ou de [fausses preuves](#) d'enfants gazaouis prétendument maquillés pour faire croire qu'ils ont été victimes des bombardements israéliens.

Preuve que les badges bleus alimentent la désinformation sur X, 74 % des fausses affirmations les plus virales liées à la guerre au Proche-Orient ont été diffusées par des comptes au badge bleu, selon une analyse de [NewsGuard](#).

Des fact-checkeurs jettent l'éponge

Même les fact-checkeurs et fact-checkeuses, ces journalistes spécialisé-es dans la vérification d'images et de vidéos virales, et autres pros de l'Osint (renseignement en sources ouvertes) sont débordé-es par le volume d'intox. Et même quand elles ou ils tentent d'absorber le flux de désinformation, leurs posts de vérifications sont ensevelis sous le poids des fake news mis en avant par l'algorithme de X. À tel point que ces journalistes passent parfois plus de temps à débusquer des images anciennes et décontextualisées qu'à documenter en temps réel le conflit.

Plusieurs activistes œuvrant à la fiabilité des informations diffusées sur les médias sociaux ont d'ailleurs annoncé leur intention de [quitter X](#). Avec leur départ, c'est tout l'écosystème de l'information sur la plateforme qui risque de sombrer définitivement.

Justin Peden, plus connu sous le nom de « [The Intel Crab](#) » sur X et expert en Osint, a partagé son inquiétude sur le devenir de son activité sur le réseau social : « Pour de nombreuses raisons, c'est la période la plus difficile que j'ai jamais connue sur X. Les infos les plus crédibles sont désormais des photos. Sur le terrain, les médias ont du mal à atteindre leur audience sans une coche bleue coûteuse. Les crétins xénophobes sont encouragés par le P.-D. G. de la plateforme. » Avant de conclure en pointant plus clairement le responsable : « Comment pouvons-nous réparer ça, Elon Musk ? »

De la parole à l'acte, un collectif français, lancé par Tristan Mendès France, Julien Pain et Rudy Reichstadt, acteurs de la lutte contre la désinformation, a signé [un tribune](#) dans le journal *Le Monde* et appelle au boycott de X vendredi 27 octobre, jour anniversaire du rachat par Musk. Un #notwitterday, ou grève du tweet, pendant 24 heures. Ils écrivent : « Une modération moins stricte ne fait pas progresser la liberté d'expression : elle favorise la liberté des extrémistes au détriment de

celle de la majorité silencieuse. »

Les notes de la communauté, un outil dysfonctionnel

Même les garde-fous mis en place par Musk, lui-même adepte de théories du complot, ne sont d'aucune efficacité pour lutter contre les contenus toxiques. Sa dernière trouvaille en date : confier aux utilisateurs et utilisatrices de X le soin de modérer la plateforme. Les notes de la communauté, outil collaboratif qui invite à ajouter du contexte à des publications que l'on estime trompeuses, ont ainsi fait leur apparition. Problème, l'instrument ne fonctionne pas aussi bien qu'attendu.

Une enquête du magazine américain *Wired* a révélé, sur la base de confidences d'employés de X, que les notes de la communauté étaient vulnérables à des opérations de manipulations menées par des groupes malveillants et manquaient de transparence sur la manière dont leurs contributeurs et contributrices étaient approuvés. Par exemple, un utilisateur possédant deux comptes a réussi à faire approuver chacun comme contributeur aux notes de la communauté. Ce qui suggère que le système pourrait être vulnérable à des tentatives de manipulation de plus grande ampleur, comme en 2016 lorsque des trolls du Kremlin se sont fait passer pour des citoyen·nes américain·es et ont tenté d'influencer les élections.

Conscient des limites de son outil, le P.-D. G. milliardaire a suggéré à ses 150 millions d'abonné·es de suivre deux comptes qui relatent les événements au Proche-Orient en temps réel. Comble de la désinformation, tous deux sont connus pour avoir relayé des théories complotistes et autres intox. Musk a fini par supprimer son post, vu jusque-là par plus de onze millions de personnes.

Si X semble avoir définitivement sombré dans le chaos désinformationnel, l'ensemble des réseaux sociaux les plus populaires sont concernés par la prolifération incontrôlée de contenus mensongers. Meta a aussi récemment pris la décision de supprimer près de 10 000 emplois, dont bon nombre de modérateurs et modératrices.

Ainsi s'éteint pour de bon l'espoir né avec l'avènement des réseaux sociaux, celui d'un Internet émancipateur, capable d'offrir à toutes les voix, même les plus minorisées, un espace d'expression libre et démocratique. En lieu et place de cette utopie libérale, les réseaux sociaux ont détruit l'espace informationnel, consacré le triomphe de l'opinion sur l'information, et mis sur un pied d'égalité les sources fiables et les trolls propagateurs de haine et d'intox.

Il n'est même pas certain que ce modèle soit porteur de profits pour les géants américains du numérique. Pour s'offrir le défunt oiseau bleu, Elon Musk a contracté pas moins de 13 milliards de dollars de dette, et la société elle-même vaut probablement beaucoup moins à ce stade – selon ses propres calculs, elle aurait perdu près de 90 % de sa valeur.

Au rayon judiciaire, la commission européenne a annoncé jeudi 12 octobre l'ouverture d'une enquête visant X pour la diffusion présumée de « *fausses informations* », « *contenus violents et à caractère terroriste* » ou « *discours de haine* », après les attaques du Hamas contre Israël. Depuis, les rumeurs spéculant sur la fermeture de X en Europe vont bon train, rapidement démenties par le principal intéressé, Elon Musk. Et si le salut de X passait par sa disparition ?

Yunnes Abzouz